



© Thinkstock

Stéphane Chatelin
Directeur de négaWatt

Qu'est-ce que la sobriété ?

Inégalités criantes, augmentation des atteintes à l'environnement, gaspillage de ressources limitées... En matière d'environnement, l'état des lieux est accablant. Or nous continuons à produire et à consommer toujours plus en ayant, comme l'autruche, la tête douillettement enfoncée dans le sable : les générations à venir nous regarderont comme de redoutables gaspilleurs, doublés d'insoucients pollueurs laissant à nos descendants le soin de s'occuper de nos déchets.

La sobriété : pourquoi et com



© Thinkstock

Face à ces constats, il devient urgent de se recentrer sur l'essentiel, privilégier le nécessaire et réduire le superfétatoire, éliminer le nuisible. Substituer à l'offre de surconsommation actuelle une offre d'intelligence dans la consommation : la sobriété part de là.

En matière d'énergie, l'Association négaWatt fonde depuis près de quinze ans sa réflexion sur la démarche négaWatt, reposant sur trois piliers : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, et les énergies renouvelables. Alors que le terme "sobriété" était tabou dans de nombreuses sphères politiques et institutionnelles, il est désormais inscrit dans la loi de transition énergétique, votée à l'été 2015.

La sobriété : une nécessité et une opportunité

La sobriété, définie ici comme une démarche de modération sur les services rendus par la consommation d'énergie à l'opposé de la surconsommation, constitue à la fois une nécessité et une opportunité.

Un incontournable de la lutte contre le changement climatique

Le développement mondial s'appuie aujourd'hui encore sur une consommation à un niveau non soutenable et croissant d'énergies fossiles (80 %), dont la réduction est une priorité pour le climat. Pour cela, la sobriété énergétique est une clé incontournable de la transition énergétique :

- au Nord, le niveau de réduction des émissions à atteindre ne s'obtiendra pas seulement en décarbonant la production, mais aussi en réduisant notre consommation d'énergie (à hauteur de 50 % pour la France) ; ce niveau de réduction ne s'obtiendra pas sans actions de sobriété ;
- au Sud, la reproduction du mode de vie occidental à l'échelle des classes moyennes émergentes n'est pas compatible avec la nécessaire maîtrise de la trajectoire d'émissions de gaz à effet de serre.

Les pays du Nord ont donc la double responsabilité de s'engager dans la sobriété pour réaliser leur propre part de l'effort nécessaire de réduction, et pour

envoyer un signal de rupture avec la surconsommation nécessaire à la maîtrise de l'évolution de leurs émissions par les pays du Sud.

Une orientation porteuse d'importants co-bénéfices

Dans une vision restrictive, la sobriété constituerait au niveau individuel une forme de privation, et au niveau collectif une forme d'entrave économique.

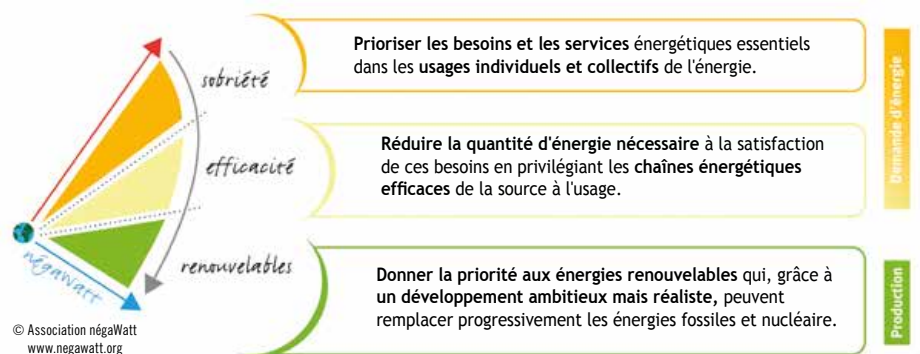
La sobriété n'est pas une démarche négative de renoncement à des consommations indispensables mais au contraire de réduction, par une hiérarchisation des besoins qui peut s'exercer au niveau individuel comme s'organiser au niveau collectif, de réduction des consommations superflues.

Cette réduction est en général porteuse de co-bénéfices pour les ménages et pour la collectivité, notamment au niveau d'autres externalités environnementales (pollution de l'air, occupation des sols...), du confort de vie (lien social, cadre de vie, congestion automobile,...), et de la réduction des inégalités (lutte contre la vulnérabilité énergétique, tarifs et taxations progressifs...).

Qu'est-ce qu'une politique publique de sobriété ?

La sobriété est d'abord une démarche collective avant d'être individuelle. On distingue ainsi plusieurs leviers de sobriété :

- la sobriété structurelle, qui consiste à créer, dans l'organisation de l'espace ou de nos activités, les conditions d'une modération de notre consommation (par exemple l'aménagement du territoire en vue de réduire les distances à parcourir pour accéder au travail, aux commerces etc.) ;
- la sobriété dimensionnelle, qui concerne le bon dimensionnement des équipements par rapport à leurs conditions d'usage (par exemple l'utilisation de véhicules adaptés, en poids, volume et puissance,



ment ?

- aux usages de déplacements de proximité et de déplacements inter-urbains) ;
- la sobriété d'usage, qui porte sur la bonne utilisation des équipements en vue d'en réduire la consommation (par exemple l'extinction des veilles, ou la limite de vitesse sur route, ou encore l'extension de la durée de vie des équipements) ;
- la sobriété conviviale, qui relève d'une logique de mutualisation des équipements et de leur utilisation (par exemple les formules d'autopartage, ou l'encouragement à la cohabitation dans les logements ou les espaces de travail).

Une politique transversale avec des applications sectorielles

La sobriété concerne par nature, sans exclusion, l'ensemble des usages de l'énergie (pour la mobilité, pour les besoins de chaleur et de froid, pour les services rendus par l'électricité spécifique) dans l'ensemble des secteurs (résidentiel, tertiaire, industrie, transports et agriculture).

En fonction de ces usages et de ces secteurs, les enjeux portent plutôt sur de la sobriété structurelle, dimensionnelle, d'usage ou conviviale et les leviers d'action mobilisables par les politiques publiques s'avèrent plus ou moins pertinents. Ainsi la politique de sobriété énergétique doit combiner des signaux de nature transversale, notamment via la fiscalité ou l'éducation, avec des mesures plus ciblées sectoriellement sur certains usages.

Une politique de régulation de la demande et de réorientation de l'offre

Même si les outils sont difficiles à identifier et à mobiliser dans un domaine qui touche largement aux libertés individuelles des consommateurs, les politiques publiques ont justement comme rôle de rompre avec l'injonction contradictoire qui leur est actuellement faite, d'être éco-responsables tout en consommant toujours plus. Pour réussir, cette rupture doit combiner deux niveaux.

“ La sobriété est d'abord une démarche collective avant d'être individuelle. ”

La sobriété énergétique traduit l'idée que dans un monde aux ressources finies, notre consommation doit trouver des limites. Par son exemplarité, par un effort dans l'éducation, par une régulation de la publicité et par une réorientation du signal prix, la puissance publique doit favoriser l'évolution d'un modèle de consommation basé sur la jouissance quantitative vers l'intelligence qualitative.

Parallèlement, une offre de sobriété doit se substituer à l'offre actuelle de surconsommation. Il s'agit de créer les conditions permettant cette évolution de la consommation, à la fois en régulant les offres les moins soutenables et en favorisant l'émergence de nouveaux modèles économiques. La politique d'aménagement du territoire, la fiscalité des entreprises, la réglementation de certaines activités sont autant d'outils à la disposition de la collectivité.

Une réappropriation citoyenne des usages

Bien comprise comme la combinaison de ces deux volets, la politique de sobriété n'est pas une politique punitive. Elle intègre certes une contrainte : la notion de finitude de la consommation matérielle qui est absente dans le modèle actuel. Mais elle propose de remplacer l'illusion de liberté de consommer toujours plus par une plus grande liberté de choix.

Que représente la sobriété dans un scénario de transition énergétique ? Comment la mettre en œuvre ?

Le scénario négaWatt a décomposé l'ensemble des usages de l'énergie, et a identifié sur chacun d'eux les leviers envisageables d'économie d'énergie relevant de la sobriété ou de l'efficacité. L'ensemble des actions de sobriété envisagées permet à l'horizon 2050 une réduction de 20 % de nos consommations d'énergie.

La politique de sobriété pourrait s'appuyer sur une logique de quotas individuels d'énergie à consommer. Si c'est bien dans cet esprit que la consommation doit évoluer, l'application directe d'une telle logique semble à la fois inacceptable et impraticable. On privilégiera au contraire une approche d'éducation et de régulation, par les prix et par le cadre réglementaire, de la demande et de l'offre en faveur de la sobriété.



Voici quelques exemples de mesures phares à mettre en œuvre dans le cadre d'une politique de sobriété :

SIGNAUX TRANSVERSES

1. Une taxe générale intégrant un signal carbone et un signal énergie
2. Des tarifs progressifs de l'électricité

ESPACE ET HABITAT

3. La lutte contre l'étalement urbain
4. La régulation de l'immobilier commercial périurbain
5. Le développement de structures de télétravail
6. L'encouragement à la cohabitation, par ailleurs créateur de lien social
7. La réduction de l'éclairage public

MOBILITÉ

8. La diminution des vitesses sur route et sur autoroute
9. L'incitation au covoiturage et à l'autopartage
10. Une taxe à l'usage pour les poids-lourds
11. Une taxe sur le kérozène

CONSOMMATION

12. La réduction des besoins en biens d'équipements
13. La lutte contre le suremballage

ALIMENTATION

14. La production maraîchère locale
15. La lutte contre le gaspillage alimentaire
16. La maîtrise de la consommation de viande
17. La consigne du verre

ÉDUCATION ET RECHERCHE

18. La régulation de la publicité
19. L'éducation à la sobriété
20. Un État exemplaire et pro-actif

EN SAVOIR PLUS
www.negawatt.org

